



**ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET
COMPTE RENDU TRIMESTRIEL**

30 décembre 2010

Période couverte :	Octobre-novembre-décembre 2010		
Numéro et intitulé du Projet:	PBF/CAF/B-3 : Projet d'Appui au démarrage du processus Désarmement, Démobilisation et Réintégration des groupes armés		
Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):	PNUD		
Partenaire(s) d'exécution :	Le Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération internationale, le Ministère de la Défense nationale, le Ministère de la Justice, le Ministère de la Communication, le Ministère des Affaires sociales et le Comité de Pilotage DDR		
Budget du Projet :	3 955 710 USD		
Date d'approbation du Comité de Pilotage :	01 avril 2009		
Montants engagés:¹	3 955 710 USD	Pourcentage du montant approuvé:	100%
Montants dépensés:²	3,243,682 USD	Pourcentage du montant approuvé:	82%
Date de Clôture prévue:		Retard (mois):	5 mois
Objectifs/Résultats:	Réalisations/Résultats:		Pourcentage de réalisation:
Résultat 1 : L'organisme d'exécution du programme est doté des capacités techniques et de gestion nécessaires pour le suivi et la mise en œuvre du programme	<ul style="list-style-type: none"> - Les experts internationaux ont été mobilisés initialement pour le démarrage du processus et le processus de recrutement du personnel international et national de l'unité de gestion du projet a été réalisé. Ainsi, 9 experts internationaux et 13 staffs nationaux ont été recrutés en 2009. - L'UDG s'est installée dans les locaux mis à disposition par le Gouvernement fin novembre 2009. - 2 agents de saisie et 1 chauffeur ont été recrutés au cours du 1^{er} trimestre 2010 à Paoua et le recrutement de deux agents communautaire a été finalisé dans la première quinzaine du mois de juin 2010. Le 2^{ème} agent communautaire de Paoua a pris ses fonctions en septembre 2010 - 2 agents communautaires ont été recrutés et embauchés au 		100%

¹ Project commitment is defined as legally binding contracts signed for goods, works, and services as permissible by the respective agency's financial rules and regulations.

² Actual payments (for goods, works, and services) made against signed contract commitments. In most cases, total reported disbursements should not exceed total commitments, except in cases where disbursements are made against non-committed project funds (such as small scale payments, indirect programme costs etc, where no commitments are raised prior to payment).

	<p>cours du 2^{ème} trimestre 2010 (mai) à Kaga-Bandoro.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tous les équipements des UMDDR sont disponibles. - Les procédures d'achat des kits d'assistance aux démobilisés sont toujours en cours de finalisation. L'appel d'offre qui avait été rejeté par l'ACP a été repris et publié le 30 août 2010 - La procédure pour l'achat des marmites a été approuvée par le CAP - La configuration et le test des équipements d'identification des XC ont été finalisés. Le questionnaire de profilage a été installé dans le système de gestion de l'information. <p>Les Agents communautaire et les Agents de saisie des Bureaux Régionaux du Nord-ouest ont été formés du 17 au 18 mai sur le programme DDR, la gestion administrative et logistique, du 19 au 20 mai sur la vérification et les outils électroniques d'identification. Le processus de recrutement du staff du Bureau Régional DDR de Birao a été suspendu</p>	
<p>Résultats 2 : Les membres du Comité de pilotage chargés de définir les orientations stratégiques et suivre la mise en œuvre et la coordination du programme sont dotés de capacités et connaissances leur permettant d'assurer/suivre la formulation d'une stratégie nationale DDR</p>	<ul style="list-style-type: none"> - - L'Assistant Administratif du CdP a été recruté et a pris fonction. - Le fonctionnement du Secrétariat est assuré avec l'appui du PNUD. Le Secrétariat du Comité de Pilotage fonctionne au sein du PNUD et a été équipé avec un ordinateur, imprimante, enregistreur, téléphone portable et connexion internet. En même temps, les membres des groupes politico militaires et les « personnes ressource » du Gouvernement reçoivent un appui financier pour faciliter leurs tâches, par un système d'indemnité. - Les membres du Comité de Pilotage ont été formés sur les standards internationaux en matière de DDR (IDDRS) en novembre 2009 	<p>100%</p>
<p>Résultat 3 : Les structures institutionnelles de mise en œuvre du programme sont opérationnelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les termes de références et le règlement interne du CdP ont été validés - Le Comité de Pilotage est mis en place, est opérationnel et pendant la période février-décembre 2009 il s'est réuni 28 fois. - Le Groupe Technique de Travail est mis en place et opérationnel - Les comptes rendu des réunions du CdP sont systématiquement validés afin de s'assurer du consensus obtenu entre toutes les parties prenantes sur toutes les décisions stratégiques - Les termes de référence des Unités Mobiles DDR ont été adoptés par le CdP et 3 Unités Mobiles du DDR ont été constituées - Les termes de références des Comités Locaux DDR (CLDDR) ont été adoptés par le CdP et 8 CLDDR sur 9 prévus ont été mis en place dans les régions de Kaga-Bandoro et Paoua. - Dans le Nord-Est, 1 CLDDR a été mis en place à Birao le 17 mars 2010 et 2 autres à Tiringoulou et Sam-Ouandja lors de la campagne de sensibilisation qui s'est déroulée du 10 mai au 30 mai 2010 - Des réunions ont été organisées par le Chef des opérations du DDR avec les CLDDR de la Zone de Paoua ; celui de Paoua a été réactivé 	<p>96%</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Des sites pouvant recevoir les UMDDR ont été identifiés dans la Zone DDR de Paoua et Kaga Bandoro en juillet et septembre - Le déploiement des matériels d'identification et des UMDDR a été préparé et peut intervenir sans délai en cas de besoin - Du 02 au 04 novembre et du 10 au 17 novembre 2010, respectivement à Kaga-Bandoro, Kabo et Bouca et à Paoua, Markounda, Boguila, Bocaranga et Ngaoundaye, une mission de formation des CLDDR sur la mise en place des plans de travail pour l'utilisation du budget de fonctionnement des CLDDR a été réalisée. - Du 13 au 20 décembre 2010, une mission a été réalisée dans les zones DDR ci-dessus citées, pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de travail du mois de novembre 2010, y compris la collecte des pièces justificatives des fonds dépensés ; apporter un appui technique dans l'élaboration du plan de travail du mois de décembre 2010 ; et enfin de mettre à disposition les fonds de fonctionnement du mois de décembre 2010. - Le 29 décembre 2010, à la demande du Comité de Pilotage du DDR, une mission de vérification complémentaire a été effectuée à Kabo, Ngonikira et Ouandago et à pu vérifier la liste et le statut de 124 combattants, absents à la première étape de la vérification. 	
Résultat 4 : Un document de programme DDR intégrant les dimensions Genre et Droits humains est adopté	<ul style="list-style-type: none"> - Document d'un programme DDR avec les dimensions Genre et droits humains finalisé. - Des réunions de travail avec l'ensemble acteurs nationaux (du gouvernement de la société civile, etc.) et internationaux (des Nations Unies et autres partenaires) et autres partenaires impliqués dans le processus DDR, ont été organisées avant la présentation de Prodoc au CP. Le document du programme DDR a été examiné, adopté, validé par le Comité de Pilotage en décembre 2009 et signé le 12 décembre 2009. 	100%
Résultat 5 : Une stratégie de mobilisation des ressources financières est élaborée et les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du programme DDR sont mobilisées.	<ul style="list-style-type: none"> - La Commission Européenne, la Banque Mondiale, la France et autres bailleurs de fonds potentiels sont inclus dans toutes les activités du CP. - Le Fonds fiduciaire est mis en place et une note d'information a été préparée (notamment sur sa description, ses modalités d'alimentation et de gestion) et distribuée aux partenaires potentiels. - Le Gouvernement a mobilisé l'équivalent de 12 millions de dollars auprès de la CEMAC. Ces fonds n'ont pas été reversés dans le Fonds fiduciaire géré par le PNUD mais géré de manière parallèle. - L'Unité de Gestion du DDR appui l'élaboration d'une stratégie de réintégration des ex-combattants qui pourrait aboutir à une mobilisation de ressources additionnelles 	95%
Résultat 6 Les critères d'éligibilité cohérents sont établis ; les combattants et associés y répondant sont identifiés et répertoriés.	<ul style="list-style-type: none"> - Les critères d'éligibilité des ex-combattants ont été adoptés par le CP. - les listes des 5 mouvements politico- militaires (APRD, UFDR, UFR, MLCJ, FDPC) ont été remises le 1^{er} avril 2009 pour l'UFDR, l'APRD et l'UFR et le 26 novembre 2009 pour le FDPC. - Les listes des combattants ont été mises en cohérence avec 	100%

	<p>les zones et sites de DDR et rattachées à des CLDDR. Elles ont été répertoriées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Zones DDR ont été identifiées et soumises à la MICOPAX pour identification des Sites DDR dans les localités mentionnées. - Le plan des Opérations Conjoint (POC) a été élaboré et adopté par le CDP. Les mises à jour ont été faites par l'Unité de gestion. La validation des mises à jour par le CDP est imminente - La vérification des listes et du statut de combattant a été réalisée sur tous les sites de regroupement gérés par le Bureau Régional de Paoua ainsi que sur tous ceux coiffés par le Bureau Régional de Kaga-Bandoro du 16 août au 16 septembre 2010. L'analyse des données est en cours de finalisation en vue d'une décision par le CDP. - les kits d'assistance à la démobilisation ont été livrés et stockés - le Comité de pilotage n'a pas encore décidé de l'éligibilité des combattants vérifiés 	
<p>Résultat 7 Les profils socio-économiques des futurs démobilisés, les besoins des communautés d'accueil et des groupes vulnérables ainsi que les opportunités économiques adaptées à l'ensemble de ces besoins sont connus.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'étude socioéconomique des zones DDR et le profilage socioéconomique des combattants ont été réalisés. Les résultats de l'étude ont été présentés au Groupe Technique le 08 mai 2010. Le rapport final a été dupliqué et partagé aux membres du Gouvernement et du CdP 	100%
<p>Résultat 8 Une campagne de sensibilisation au programme DDR est conçue et mise en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les deux phases préliminaires de la campagne de sensibilisation prévue dans la phase préparatoire du DDR ont été réalisées respectivement le 17 août 2009 et le 21 mars 2010 dans le Nord-ouest - Dans le Nord-est la campagne de sensibilisation préliminaire s'est déroulée du 10 mai au 30 mai 2010. 	100%
<p>Défis rencontrés et plan d'action</p>		
<p>Défis et difficultés rencontrés :</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le retrait de la MINURCAT du Tchad compromet la finalisation de la mise en place du dispositif institutionnel du DDR dans le nord-est ainsi que les opérations de vérification des listes et du statut de combattant. - Contraintes sécuritaires et logistiques limitant les activités des CL DDR - Suivi-évaluation de proximité des activités des CLDDR - Retard dans le lancement des opérations de désarmement et démobilisation alors que la clôture financière du projet est prévue pour fin février. - Elaboration d'une stratégie de réintégration des ex-combattants - Ressources financières - Stockage et transport des kits d'assistance à la démobilisation 	
<p>Mesures envisagées pour rattraper le retard d'exécution des objectifs :</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réfléchir à la possibilité d'appuyer les CLDDR dans leurs activités de terrain - Envisager la mise en place d'une équipe de soutien technique au Ministère du DDR tout en conservant la possibilité de conduire les opérations de D1 et D2 avec les partenaires (MilObs et MICOPAX) - Mettre en place un groupe technique de travail sur la réintégration 	

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats:

Le volume de travail réalisé par l'Unité de Gestion amène à dire que tous les dispositifs opérationnels ont été mis en œuvre pour atteindre les objectifs fixés et financés sur les Fonds PBF, au regard du taux de réalisation. Si l'on n'a pas eu 100% partout, cela est plutôt dû aux dissensions politiques qui empêchent de faire une décision en vue d'aller au désarmement qu'à un retard opérationnel.

Annexes : Photos des séances de formation des CLDDR de Markounda, Ngaoundaye, Bocaranga et Boguila

